



ARRETE N°A.2024.00339

Direction générale des services

Service police municipale

Réf DGS/CW

Lucé, le 05 novembre 2024

PERMIS DE STATIONNEMENT OU DE DEPOT : DEMENAGEMENT AU 08 RUE DU PARC LE 11 DECEMBRE 2024

Le Maire de la Ville de Lucé,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-28, L2131-1 et L2213-1,

Vu l'arrêté n°A.2024.00007 du 09 janvier 2024 portant délégation de fonction et de signature à Olivier MARCADON, adjoint en charge de l'administration générale, de la tranquillité publique et des ressources Humaines,

Vu le Code de la Route, notamment son article L411-1, R411-25, R411-30 et R.411-8

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Pénal,

Vu l'arrêté interministériel du 24 Novembre 1967 relatif à la signalisation routière des routes et autoroutes et les textes qui l'ont complété et modifié,

Vu le règlement départemental de voirie approuvé par l'assemblée du conseil départemental le 23 juin 2014,

Vu le règlement municipal de voirie approuvé par la délibération n°001528 du Conseil Municipal du 18 octobre 2016,

Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,

Vu la demande d'autorisation formulée par la société les déménagements Delaunay sise au 1, rue des osmeaux à Dreux (28100), tendant à obtenir l'autorisation d'occuper le domaine public communal en stationnant un véhicule de déménagement de type poids léger au droit du n°8, rue du Parc soit deux emplacements de stationnement à Lucé, le 11 décembre 2024,

Considérant la gêne occasionnée par le stationnement et l'arrêt de véhicules lors de la réalisation de ce déménagement, que pour des raisons de sécurité, il convient de réglementer le stationnement et la circulation des véhicules et de permettre le cheminement des piétons en toute sécurité,

Arrête

Article 1 : Le demandeur est autorisé à occuper temporairement le domaine public communal en vue de stationner un camion de déménagement de type poids léger au droit du n°8, rue du Parc à Lucé, soit deux emplacements de stationnement de 08h00 à 12h00 le 11 décembre 2024, à charge pour lui de se conformer aux conditions prescrites par les textes susvisés et aux conditions spéciales suivantes :

- Le stationnement du véhicule de déménagement sera réalisé de manière à ne jamais gêner l'accès aux installations de sécurité ou de protection civile et l'accès aux propriétés riveraines ;
- Le demandeur a la charge de la signalisation de son stationnement de jour et de nuit dans les conditions prévues par la législation en vigueur. Le demandeur est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation ;
- L'occupation du domaine public communal terminée, le demandeur est tenu de le remettre dans son état d'origine. Faute par ce dernier d'observer les prescriptions ci-dessus, il y sera pourvu d'office et à ses frais par la Commune, après mise en demeure restée sans effet.

Article 2 : L'arrêt et le stationnement de tous véhicules seront interdits et considérés comme gênants sur l'emprise du stationnement du véhicule de déménagement (dans le délai prévu par l'article R417-12 du code de la route).

En application de cet article, le stationnement étant considéré comme abusif au motif d'un stationnement excédant les sept jours en absence de disposition local, il pourra être procédé à une mise en fourrière de ces véhicules gênants par les autorités compétentes dans les conditions prévues par l'article R325-12 et suivants du code de la route, ce après la mise en place d'une signalisation routière conforme sur les lieux précités à la charge du pétitionnaire pendant une période de sept jours francs avant le début de la date prévue de l'application de l'interdiction.

Article 3 : Il appartiendra au demandeur de prendre les précautions nécessaires, conformément à la réglementation en vigueur, afin de réserver l'emplacement suffisant au véhicule de déménagement durant la période prévue et à l'emplacement indiqué ci-dessus. La signalisation d'interdiction de stationnement devra être mise en place par le demandeur au minimum 7 jours avant la date du déménagement (article R417-12 – stationnement abusif).

Article 4 : La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur.

Article 5 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- D'un recours gracieux devant le Maire,
- D'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » (<http://www.telerecours.fr>).

Article 6 : Sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié :

- Monsieur le Maire de la Ville de Lucé,
- Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Madame, Monsieur le représentant légal de la société les déménagements Delaunay (info@add28.fr)

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours,

Par délégation du Maire
L'adjoint délégué à la tranquillité publique
Olivier MARCADON



Acte non transmissible en Préfecture (art. L 2131-2 du CGCT)

Certifié exécutoire compte tenu de :

- La notification par courriel du 07/11/2024
- La publication sur le site Internet www.luce.fr du 08/11 au 12/12/2024

Pour information, transmis aux tiers le : 07/11/2024